

## Quelle situation en Biélorussie ?

**Entretien avec Alexandre Milinkievitch**, chef de l'opposition démocratique en Biélorussie et lauréat du prix Sakharov 2006 du Parlement européen.

**1. Le 25 mars dernier, de nombreux manifestants pacifiques ont été arrêtés à l'occasion de la Journée de la liberté, ce qui ne semble pas témoigner d'une évolution démocratique. Comment décririez-vous la situation actuelle en Biélorussie ?**

L'économie dirigée, non réformée, constitue le principal problème du pouvoir biélorusse. Pour pouvoir faire des réformes relatives au crédit, à l'investissement, aux technologies, etc., il lui est nécessaire de trouver des partenaires économiques. La Biélorussie souhaite se tourner vers l'Occident, mais les pays occidentaux conditionnent leurs relations avec la Biélorussie à des mesures de démocratisation. On peut citer notamment les 12 conditions<sup>1</sup> requises par la Commission européenne pour que l'Union européenne entretienne des relations avec la Biélorussie. Parallèlement à cette volonté de contact avec l'Occident, on observe la répression par le pouvoir d'une manifestation absolument pacifique : les manifestants venaient déposer des fleurs à l'occasion de la Journée de la Liberté, en empruntant les trottoirs. Deux jours plus tard, les journalistes des médias électroniques ont été également réprimés : ils se sont vu confisquer leurs ordinateurs, caméras, etc. Le pouvoir cherche ainsi à montrer sa force aux citoyens. L'existence de 5 prisonniers politiques témoigne également de cette volonté. Mais le pouvoir est en fait dans une situation très difficile et sa réaction semble témoigner d'une absence de coordination : d'un côté, il veut se tourner vers l'Occident et de l'autre, il a peur de ses citoyens, ce qui explique sa réaction répressive.

**2. Lors de l'élection présidentielle de mars 2006, vous aviez voulu montrer à la société biélorusse qu'il existait un autre régime politique, la démocratie. Où en est actuellement la diffusion du processus démocratique ?**

En mars 2006, quelques centaines de mes compatriotes avaient établi un campement sur la place d'Octobre et l'on ne parlait que de cela. Puis, une fois les élections passées, on n'en a plus entendu parler, mais cela ne veut pas dire que plus rien n'a été fait : au contraire, il y a eu des choses intéressantes. Cependant, il nous manque des journalistes internationaux pour relater ces faits ; même les journalistes russes sont renvoyés dans leur pays. Même s'il y a des manifestations de dizaines de milliers de personnes, l'information n'est pas diffusée. Ces manifestations de rue en tant que telles ne sont pas si importantes mais elles démontrent notre volonté de changer la mentalité de la population. Et c'est ce qui est le plus important à mes yeux. Il faut parvenir à la « désoviétisation », à la « décommunisation » de la population et montrer ainsi que la Biélorussie a été, est et sera une partie de l'Europe. Il faut revenir en Europe. Cela ne veut pas dire que nous voulons être membre de l'Union européenne, ce n'est pas possible actuellement. Mais nous voulons revenir vers les valeurs européennes, avoir de

---

<sup>1</sup> Voir le document de la Commission européenne : Non Paper « What the EU could bring to Belarus », 21 novembre 2006, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/belarus/intro/non\\_paper\\_1106.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/belarus/intro/non_paper_1106.pdf)

bonnes relations avec nos voisins européens. Je ne lutte pas uniquement contre le dictateur mais je lutte pour les citoyens. Avec l'aide des mes amis et des manifestants, nous devons gagner les faveurs de la population.

### **3. Quel est actuellement l'état d'esprit de la population ? Est-elle encore favorable au régime ou aspire-t-elle à plus de démocratie ?**

La société biélorusse n'est pas consciente qu'il existe une alternative. Pour les Français et les autres Européens qui vivent dans des démocraties, il est très difficile de s'imaginer un pays où il n'y a pas de liberté d'information : en Biélorussie, la seule information qui existe est de type propagandiste. En Allemagne, avant la Seconde Guerre mondiale, on a réussi à changer les mentalités, avec le résultat que l'on sait. Il est donc tout à fait possible de déformer la pensée, l'esprit de la population. Il s'agit d'une expérience très dangereuse et je crois que ce qui se passe actuellement avec la population biélorusse pourrait être considéré comme une affaire criminelle. La population n'a pas accès à l'information sur la vie en Pologne, en Lituanie, en République tchèque, sans parler de la vie en France. Tous les jours, on entend que nous sommes le meilleur pays, que nous avons les meilleurs salaires, les meilleures conditions de vie, la meilleure sécurité, etc. La population ne peut que croire en cette information car il n'existe pas d'autre alternative et il semble impossible de pouvoir s'imaginer un autre régime politique. Certes, il existe des communautés biélorusses à l'étranger, mais elles ne sont pas très influentes. Elles ont quitté le pays pour des raisons économiques et malheureusement, ces personnes ne savent pas, ou ne veulent pas, créer d'ONG pour s'organiser et s'opposer au régime. Lorsque je voyage dans les différents pays européens, j'essaie toujours de rencontrer ces communautés. Je leur explique que nous comptons sur eux, si le pays devient libre, pour qu'ils reviennent au pays avec leur expérience, leur argent. Et même s'ils restent à l'étranger, ils peuvent servir de pont entre leur pays d'accueil et la Biélorussie, qui leur reste chère.

### **4. La coopération entre les partis politiques et les mouvements associatifs pro-démocratiques est-elle suffisamment bonne pour constituer une véritable opposition dans la perspective des prochaines élections ?**

Je suis optimiste et je pense qu'à chaque élection, nous montrons que nous pouvons travailler ensemble. Pour les élections législatives à l'automne 2008, il y aura un candidat unique pro-démocratique, il n'y aura donc pas de concurrence entre les démocrates. Pour nos partenaires européens et ces mouvements pro-démocratiques, cela permet d'être optimiste. Toutefois, en Biélorussie, on estime que les élections législatives, et encore plus les élections locales, ne peuvent pas changer les choses. Les gens sont très pragmatiques : pour eux, seule une personne a le pouvoir. Ce n'est qu'à l'approche de l'élection présidentielle qu'ils commencent à s'intéresser aux élections, 2010 leur paraît loin pour l'instant. Toutefois, si la loi électorale n'est pas modifiée, l'élection de 2010 sera faussée, ce qui entraînera des manifestations dans la rue qui constitueront le vrai résultat des élections. Je ne cesse de répéter au gouvernement qu'il est coupable de ces manifestations. S'il existait des élections libres, elles ne seraient pas autant nécessaires. Tout pourrait être réglé dans le cadre des élections. L'expérience européenne, surtout dans les anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale, montre que l'absence d'élections libres avait entraîné des manifestations qui ont fini par conduire à l'organisation d'élections libres : cela sera peut-être aussi le cas en Biélorussie. On pourrait faire une lointaine comparaison avec les « révolutions de couleur » en Ukraine et en Géorgie mais il convient d'éviter tout rapprochement abusif : en Biélorussie, il n'existe ni médias, ni opposition. Les « révolutions » en Ukraine et en Géorgie ont néanmoins été de bons exemples, elles ont montré que la population peut gagner sans effusion de sang, de manière pacifique. Un tel scénario pourrait être envisageable en Biélorussie, mais plus qu'une révolution politique, il devrait s'agir, à mon avis, d'une révolution de l'esprit des citoyens. S'ils n'agissent pas, rien de changera.

**5. Le Parlement européen vous a attribué en décembre 2006 le prix Sakharov. Cette distinction vous a-t-elle aidé dans votre travail de diffusion de la démocratie ?**

À deux reprises, des Biélorusses ont reçu le prix Sakharov : l'Association des journalistes de Biélorussie en 2004 et moi-même en 2006. Toutefois, ce dernier prix revient davantage aux citoyens biélorusses qui ont manifesté dans la rue pendant les élections. J'étais certes le leader de l'opposition biélorusse, et donc très médiatisé, mais le prix revient à la population. Le pouvoir avait annoncé que ces manifestants seraient considérés comme terroristes et passibles de la peine de mort mais malgré ces menaces et le mauvais temps, les citoyens sont quand même descendus dans la rue. J'ai surtout été impressionné par les jeunes, qui ne connaissaient pas la liberté et qui militaient en faveur des valeurs européennes et de la liberté.

**6. Selon vous, comment l'Union européenne pourrait-elle contribuer davantage à la démocratisation de la Biélorussie ?**

Je pense qu'il ne faut pas imposer de sanctions économiques dures à la Biélorussie car cela peut construire un véritable mur entre l'Europe et la Biélorussie. Sur la base des 12 conditions fixées par l'Union européenne, il faut créer une feuille de route très précise montrant ce que doivent faire la Biélorussie et l'Union européenne. Jusqu'à présent, la Russie soutenait massivement la Biélorussie sur le plan économique et le pouvoir biélorusse n'avait pas trop besoin de l'Occident. Désormais, le pouvoir biélorusse a fortement besoin de l'Occident et il faut donc profiter de sa volonté de se tourner vers l'Europe. La première étape consiste à libérer les prisonniers politiques. Certaines structures biélorusses ont absolument besoin d'une aide extérieure pour exister : la jeunesse, les responsables dans les régions, les personnes réprimées (étudiants, personnes qui ne trouvent plus de travail en raison de leurs opinions politiques), les médias (notamment les journaux libres distribués dans les petites villes). Par ailleurs, le prix de l'accès à un Internet plus libre doit être réduit. J'espère que la France et l'Union européenne aideront la radio qui diffuse à partir de la Pologne et la télévision par satellite dont la diffusion a débuté il y a peu. Il s'agit de médias biélorusses, qui travaillent en Biélorussie mais la diffusion de leur travail se fait à partir de l'étranger. Ces structures et ces personnes reçoivent déjà un soutien de la Lituanie, de la République tchèque ou encore de la Pologne, mais nous souhaitons aussi l'aide de la France et des Etats membres de l'Union, comme au temps de Solidarnosc en Pologne.

**7. Comment décririez-vous les relations actuelles entre la Russie et la Biélorussie ?**

D'après moi, les relations doivent se limiter à des relations de bon voisinage. Les deux pays doivent vivre indépendamment l'un de l'autre. Tout le monde ne partage pas cette opinion, notamment en Russie, où certains voudraient annexer la Biélorussie. Il y a eu une tentative de faire une union politique des deux pays mais nous avons bien compris qu'il s'agissait d'une annexion progressive de la Biélorussie. Certains pensent que s'il n'y a pas encore d'union politique, il faut commencer par l'économie. Notre dépendance à l'égard de la Russie est énorme et notre dette augmente fortement. Nous lui achetons certes le pétrole et le gaz à des prix très bas par rapport aux tarifs habituels mais en échange, nous devons consentir à des prises de participation des Russes dans les entreprises biélorusses. Il est très dangereux qu'un seul pays domine une grande majorité de notre économie car cette dépendance peut se transformer un jour en dépendance politique. C'est pourquoi, même si notre pays est une dictature, il a besoin de l'aide économique de l'Occident pour nous aider à garder notre indépendance car si

l'on perd l'indépendance, c'est peut-être pour toujours. Et je ne veux pas que mon pays disparaisse.

*Propos recueillis par Mathilde Durand, chef de projet et responsable du dialogue franco-allemand à la Fondation Robert Schuman.*

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

**La Fondation Robert Schuman**, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.